



21 Décembre 2023

---

## NIGER : Agir en urgence en faveur de plus de 4,5 millions de personnes en besoin d'assistance humanitaire en 2024

*La présente note vise à attirer l'attention des décideurs et des acteurs de la réponse humanitaire et du développement sur les mesures à prendre face aux besoins humanitaires, particulièrement l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.*

Le Niger est confronté à des crises multiples et interconnectées à l'insécurité alimentaire chronique, aux conflits aux frontières sud-est et ouest, aux inondations, aux impacts du changement climatique, à la pauvreté structurelle et à la faiblesse des services sociaux de base. A ceux-ci se sont récemment ajoutées les conséquences des sanctions imposées au pays à la suite du coup d'État du 26 juillet 2023. La détérioration du contexte sécuritaire dans les régions de Tillabéry, Diffa, Tahoua et Maradi, les mouvements transfrontaliers ont mis plus de 700 000 personnes en situation de déplacement forcé à l'intérieur du pays. On estime qu'en 2024, **4,5 millions** de personnes seront en besoin d'assistance humanitaire [1].

## 1. Situation alimentaire et nutritionnelle

Les résultats des travaux du **Cadre harmonisé** [2] de novembre 2023 indiquent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, avec actuellement **2,3 millions** de personnes en crise alimentaire. Cela représente plus **du double** de personnes affectées qu'à pareille époque en 2022. **La moitié sont des enfants**. La situation risque de s'aggraver encore au cours de la période de soudure 2024, avec potentiellement **3,2 millions** de personnes qui ne pourront pas satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels (elles étaient au nombre de **2,9 millions** en 2023).

La situation nutritionnelle reste préoccupante avec, pour la seule période d'août à octobre 2023, plus de 258 000 enfants malnutris aigus admis dans les services de santé dont plus de 111 000 cas sévères. Environ 76 % des CRENAM [3] sont en rupture ou en pré-rupture de stock d'intrants essentiels pour le traitement de la malnutrition. On estime à environ 118 000, le nombre d'enfants qui ne bénéficient pas de prise en charge en raison du manque d'intrants nutritionnels. Cela pourrait glisser vers une augmentation estimée de 40 000 enfants malnutris aigus sévères (MAS) au cours du 4e trimestre 2023, effet qui perdurera au premier trimestre 2024.

Cette situation alimentaire et nutritionnelle est aggravée par :

- Une production céréalière 2023 en baisse de 14 % par rapport à l'année 2022 et de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années ;
- Une production fourragère 2023 globalement mauvaise surtout en zone pastorale ;
- La poursuite de la perturbation du fonctionnement des marchés dans certaines zones des régions de Diffa, Tillabéry, Tahoua et Maradi engendrant des hausses importantes des prix des denrées alimentaires ;
- Les crises cycliques et prolongées liées au changement climatique et à la dynamique des déplacements qui accroissent la vulnérabilité des populations ;

1,2 million de personnes – près de 65 % des 1,9 million de personnes ciblées dans le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2023 [4] – ne reçoivent pas l'aide vitale en raison de contraintes financières persistantes. Les ressources disponibles permettent d'aider seulement 700 000 personnes (37 % de l'objectif de HRP) jusqu'à la fin de l'année 2023. Il y a un besoin urgent de 30 millions de dollars pour faire face à l'insécurité alimentaire d'ici à la fin de l'année 2023.

La situation sociopolitique depuis le 26 juillet 2023 ne connaît pas d'évolution significative avec le maintien des mesures de suspension des relations commerciales et financières imposées par la CEDEAO et de l'UEMOA, ainsi que les frontières avec le Bénin et le Nigeria qui restent fermées par les autorités nigériennes. La suspension de l'aide au développement entraînera des conséquences non négligeables sur l'accès des populations nigériennes aux services sociaux de base tels que l'éducation et la santé.

[1] Global Humanitarian Overview 2024 - <https://humanitarianaction.info/document/global-humanitarian-overview-2024/article/niger-1>

[2] Harmonized Framework for the Identification of Risk Areas and Populations in Food and Nutrition Insecurity - [https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/11/Note decideurs\\_CadreHarmonise\\_Nov2023\\_Niger\\_VFF.pdf](https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/11/Note decideurs_CadreHarmonise_Nov2023_Niger_VFF.pdf)

[3] Outpatient Nutritional Recovery Center for Moderate Malnutrition

## 2. Accès aux services sociaux de base

La fermeture des frontières a occasionné un blocage des approvisionnements en médicaments, vaccins et intrants essentiels. Cette situation cause une rupture de stock de médicaments, réduit l'accès aux soins et services de santé des populations vulnérables avec un risque d'augmentation de la morbidité et de la mortalité surtout dans les zones à accès limité en raison des conditions de sécurité.

Plus de 1 million d'enfants en âge scolaire sont affectés par la crise humanitaire dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéry. À ce jour, 987 écoles restent fermées en raison de l'insécurité, avec plus de 87 000 élèves non scolarisés. La réduction de l'aide financière dédiée à l'éducation risque d'impacter plus de 50 000 enseignants, ce qui risque d'affecter le maintien de l'effectif des enseignants.

Le secteur de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) est financé actuellement à 54 % (13,8M USD sur les 25,5M nécessaires). Les sanctions économiques et financières en cours ont provoqué une hausse du coût d'achat des différents articles de première nécessité pour les réponses d'urgence en EHA. Il s'agit des articles tels que les produits de traitement de l'eau et les différents kits d'hygiène. Une telle hausse proviendrait d'une inflation déclenchée par la fermeture de certaines frontières terrestres, mais aussi par l'arrêt temporaire des activités de certains partenaires à la suite de la suspension de l'aide de bailleurs au développement [5]; Ces différents chocs contribuent à une érosion de la protection des communautés. Plus de 1 200 000 personnes vulnérables pourraient rester sans assistance en protection. Au 30 septembre 2023, en raison du faible taux de financement et des restrictions de l'accès humanitaire, les acteurs humanitaires n'ont pu apporter une réponse de protection qu'à 216 243 personnes, soit seulement 26 % des personnes cibles par le HRP.[6]

## 3. Recommandations

### Au Gouvernement du Niger :

- Poursuivre et renforcer l'opération « **vente des céréales à prix modéré** » dans les zones de déficit de production et les zones sous état d'urgence,
- Faciliter et garantir l'acheminement de l'aide par voie terrestre et aérienne, afin de soutenir les activités répondant aux besoins fondamentaux des populations vulnérables au Niger. Cela se concrétise par l'ouverture de la frontière terrestre du Niger avec le Nigeria et le Benin pour le passage de l'aide humanitaire.
- Faciliter l'accès des travailleurs humanitaires partout où besoin est, particulièrement dans les zones difficiles d'accès.

### À la CEDEAO et ses États Membres :

- Nous réitérons notre appel à la CEDEAO et ses États membres d'introduire formellement des exemptions humanitaires dans le régime de sanctions contre le Niger. Cela doit se concrétiser par l'acheminement sans entraves des biens et produits essentiels à l'assistance humanitaire et l'autorisation de toutes les transactions commerciales et financières nécessaires à la livraison de l'aide humanitaire au Niger.

### Aux donateurs :

- Il est impératif que les bailleurs de fonds **ayant suspendu ou réduit leurs appuis financiers revoient leur décision pour permettre aux acteurs d'intervention auprès des populations vulnérables de répondre à minima aux besoins exprimés dans le plan de réponse humanitaire**.
- Les bailleurs de développement sont invités à adopter des stratégies de financement priorisant davantage l'accès des populations aux services sociaux de base. Les ONG humanitaires et de développement peuvent également jouer un rôle dans ce maintien des services sociaux de base si elles obtiennent des financements leur permettant de développer des logiques d'intervention de long terme visant à renforcer les acteurs locaux et les communautés dans la prestation des services.

[4] <https://reliefweb.int/report/niger/niger-plan-de-reponse-humanitaire-mars-2023>

[5] OCHA/ Impact of ECOWAS sanctions on humanitarian action in Niger /31 October 2023

[6] [https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/12/Protection\\_Analysis\\_Update\\_Niger\\_Novembre\\_2023.pdf](https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/12/Protection_Analysis_Update_Niger_Novembre_2023.pdf)



December 21, 2023

---

## NIGER: Acting Urgently for More than 4.5 Million People in Need of Humanitarian Assistance in 2024

*This note aims to draw the attention of decision-makers and humanitarian and development actors to the measures to be taken in response to humanitarian needs, particularly food and nutrition insecurity.*

Niger faces multiple and interconnected crises of chronic food insecurity, conflicts on the southeastern and western borders, floods, climate change impacts, structural poverty, and poor basic social services. These have recently compounded by sanctions imposed on the country following the coup d'état of July 26, 2023. The deterioration of the security situation in the regions of Tillabéry, Diffa, Tahoua and Maradi and cross-border movements have forced more than 700,000 people into forced displacement within the country. It is estimated that by 2024, 4.5 million people will be in need of humanitarian assistance.

## 1. Food and nutrition situation

The results of the **Cadre Harmonisé [2]** of November 2023 indicate high levels of food insecurity, with currently **2.3 million** people in food crisis. That is more than double of the number of people affected at the same period of time in 2022. **Half of them are children.** The situation is likely to worsen further during the 2024 lean season, with potentially **3.2 million people unable to meet their food and nutrition needs** (2.9 million more than in 2023).

The nutritional situation remains worrying. From August to October 2023 alone, more than 258,000 acutely malnourished children have been admitted to health services, including more than 111,000 severe cases. Approximately 76% of CRENAMs [3] are out of stock or pre-out of stocks of essential inputs for the treatment of malnutrition. It is estimated that about 118,000 children are not receiving care due to lack of nutritional inputs. This could slide towards an estimated increase of 40,000 severely malnourished children in Q4 2023, an effect that will continue into Q1 2024.

This food and nutrition situation is exacerbated by:

- Cereal production in 2023 14% decrease compared to 2022, and 4% compared to the average of the last five years;
- Overall poor fodder production in 2023, especially in pastoral areas;
- The continued disruption of market functioning in certain areas of the Diffa, Tillabéry, Tahoua and Maradi regions leading to significant increases in food prices;
- Cyclical and protracted crises related to climate change and displacement dynamics that increase people's vulnerability.

1.2 million people – nearly 65% of the 1.9 million people targeted in the 2023 Humanitarian Response Plan (HRP) [4] – are not receiving life-saving assistance due to ongoing financial constraints. The resources available are enough to help only 700,000 people (37% of HRP's target) until the end of 2023. There is an urgent need for US\$30 million to address food insecurity by the end of 2023.

The socio-political situation since July 26, 2023, has not changed significantly with the continuation of the suspension of trade and financial relations measures imposed by ECOWAS and UEMOA, as well as the borders with Benin and Nigeria which remain closed by the Nigerien authorities. The suspension of development aid will have a significant impact on Nigerien people's access to basic social services such as education and health.

[1] Global Humanitarian Overview 2024 -  
<https://humanitarianaction.info/document/global-humanitarian-overview-2024/article/niger-1>

[2] Harmonized Framework for the Identification of Risk Areas and Populations in Food and Nutrition Insecurity - <https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/11/Note decideurs CadreHarmonise Nov2023 Niger VFF.pdf>

[3] Outpatient Nutritional Recovery Center for Moderate Malnutrition

## 2. Access to basic social services

Border closures have led to a blockage in supplies of medicines, vaccines, and essential inputs. This situation causes a shortage of medicines, reduces access to health care and services for vulnerable populations with a risk of increased morbidity and mortality, especially in areas with limited access due to the security situation.

More than 1 million school-age children are affected by the humanitarian crisis in the regions of Diffa, Maradi, Tahoua and Tillabéry. To date, 987 schools remain closed due to insecurity, with more than 87,000 students out of school. The reduction in financial support for education is likely to impact more than 50,000 teachers, which is likely to affect teacher retention.

The water, sanitation and hygiene (WASH) sector is currently 54% funded (US\$13.8 million of the US\$25.5 million needed). The ongoing economic and financial sanctions have led to an increase in the cost of purchasing the various essential items for emergency responses in WASH. These are items such as water treatment products and various hygiene kits. Such an increase would come from inflation triggered by the closure of certain land borders, but also by the temporary halt of the activities of certain partners following the suspension of donor development aid [5].

These various shocks contribute to an erosion of the protection of communities. More than 1,200,000 vulnerable people could remain without protection assistance. As of 30 September 2023, due to low funding and restrictions on humanitarian access, humanitarian actors have only been able to provide a protection response to 216,243 people, representing only 26% of those targeted by the HRP [6].

## 3. Recommendations

### To the Government of Niger:

- Continue and strengthen the operation "**sale of cereals at moderate prices**" in areas of production deficit and areas under a state of emergency,
- Facilitate and guarantee the delivery of aid by land and air in order to support activities that meet the basic needs of vulnerable populations in Niger. This is reflected in the opening of Niger's land border with Nigeria and Benin for the passage of humanitarian aid.
- Facilitate access for humanitarian workers wherever needed, especially in hard-to-reach areas.

### To ECOWAS and its Member States:

- We reiterate our call on ECOWAS and its Member States to formally introduce humanitarian exemptions into the sanctions regime against Niger. This must be achieved through the unhindered delivery of goods and commodities essential for humanitarian assistance and the authorization of all commercial and financial transactions necessary for the delivery of humanitarian assistance to Niger.

### To Donors:

- It is imperative that donors **who have suspended or reduced their financial support review their decision to allow those working with vulnerable populations to meet at least the needs expressed in the humanitarian response plan.**
- Development donors are encouraged to adopt financing strategies that give greater priority to people's access to basic social services. Humanitarian and development NGOs can also play a role in maintaining basic social services if they obtain funding that allows them to develop long-term intervention logics aimed at strengthening local actors and communities in the delivery of services.

[4] <https://reliefweb.int/report/niger/niger-plan-de-reponse-humanitaire-mars-2023>

[5] OCHA/ Impact of ECOWAS sanctions on humanitarian action in Niger /31 October 2023

[6] [https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/12/Protection\\_Analysis\\_Update\\_Niger\\_Novembre\\_2023.pdf](https://oiren.org/wp-content/uploads/2023/12/Protection_Analysis_Update_Niger_Novembre_2023.pdf)

# Signataires /Signatories :



Pour plus d'information veuillez contacter:  
For further information, please contact:

## Djaffra TRAORE

Lead du Groupe Technique Plaidoyer (GTH/OIREN)  
Coordinateur Plaidoyer/Action Contre la Faim  
Mobile : +227 81 51 51 60  
[djtraore@acfspain.org](mailto:djtraore@acfspain.org)

## Mohammed Chikhaoui

Coordonnateur-Représentant du Groupe de travail humanitaire (GTH/OIREN) Niger  
Mobile : +227 80 07 00 48  
[RepresentantGTH@oiren.org](mailto:RepresentantGTH@oiren.org)  
[mohammed.chikhaoui@rescue.org](mailto:mohammed.chikhaoui@rescue.org)